



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement  
DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2024 - 193

Arras, le **12 NOV. 2024**

**COMMUNE DE CALAIS**

-----  
**Société MERCK SANTÉ SAS**  
-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
-----

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 octobre 2016 réglementant l'exploitation de la société MERCK SANTÉ SAS, dont le siège est situé 37 rue Saint-Romain 69008 LYON, pour les installations qu'elle exploite 5 rue Clément Ader à Calais (62 100) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 février 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 3 mars 2023 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MARX;

**Vu** l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2023 susvisé qui dispose :

*« Les installations de prélèvement d'eau sont équipées d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué quotidiennement. »*

**Vu** la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 12 juin 2024 ;

**Vu** le rapport d'inspection du 09 septembre 2024 suite à la visite du 12 juin 2024 ;

**Vu** le porté à connaissance du projet d'arrêté de mise en demeure et les observations de l'exploitant formulées par courriel ;

**Considérant que :**

– Lors de la visite du 12 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le compteur n°C16JI000946 ne fait pas l'objet d'un relevé quotidien mais d'une télérelève mensuelle.

– Ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 03 mars 2023 ;

– Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Merck Santé de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2023 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La société Merck Santé SAS dont le siège social est situé 37 rue Saint-Romain 69008 LYON cedex 08 est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au 5, rue Clément Ader à Calais, de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03 mars 2023 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 3 :**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Article 4 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécourse Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

#### **Article 6 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de CALAIS et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MERCK SANTÉ SAS et dont une copie sera transmise en mairie de CALAIS.

Pour le préfet,  
le Secrétaire Général



Christophe MARX

#### Copies destinées à :

- Société MERCK SANTÉ SAS
- Sous-préfecture de CALAIS
- Mairie de CALAIS
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, U.D du Littoral
- Dossier

